



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Biepe - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la S A
SANINORD pour son établissement
situé à PROUVY.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L 171-8, L172-1, L 511-1, L 514-5 et L 541-7-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 août 1981 complété le 7 février 2001 autorisant la société SOVALEG à exploiter un centre de transit, de regroupement et de pré-traitement de déchets dangereux et non dangereux à PROUVY (59121), rue de Liège ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant de la société SOVALEG à la société SANINORD, siège social : ZA LEURETTE, BP 11 - 59820 GRAVELINES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2009 imposant à la S.A SANINORD des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à PROUVY (59121), rue de Liège ;

Vu l'article D. 541-12-3 du code de l'environnement qui dispose que : « *L'exploitant d'une installation autorisée à procéder aux mélanges prévus au premier alinéa de l'article L. 541-7-2 tient à jour un registre comprenant notamment :*

- *les éléments de justification mentionnés à l'article D. 541-12-2 ;*
- *la liste des déchets concernés et leur classification selon la nomenclature prévue à l'annexe II de l'article R. 541-8 ;*
- *le cas échéant, la liste des substances et leurs numéros du registre Chemical Abstracts Service (CAS) ainsi que la liste des matières et des produits mélangés aux déchets dangereux. » ;*

Vu le rapport en date du 16 juillet 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 25 juin 2015, les registres d'entrée et de sortie des déchets sur le site de la société SANINORD permettent de mettre en évidence la réception sur le site de PROUVY de lixiviats de décharge en provenance de COVED Nurlu, repris sous un code déchets non dangereux 19 02 06, et la réception d'un déchet dangereux 16 07 08* - déchets contenant des hydrocarbures ;

Considérant que le registre précise que ces déchets ont été mélangés dans les fosses identifiées « B/C/D », ce qui a été confirmé par l'exploitant ;

Considérant par ailleurs que le code 19 02 06 retenu pour les lixiviats en provenance de COVED Nurlu est erroné, et qu'il convenait de retenir pour des lixiviats de décharge le code 19 07 02* ou 19 07 03 ;

Considérant que ces constats constituent d'une part un manquement aux dispositions de l'article 3, paragraphe 3.6 de l'arrêté préfectoral susvisé, par une dilution d'un déchet dangereux avec un déchet non dangereux non autorisé sur site, et d'autre part, un manquement aux dispositions de l'article 3, paragraphe 3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, par la réception de déchets non listés en annexe 1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant par ailleurs que des déchets ont été mélangés sur site sans que l'exploitant n'ait pu fournir le registre prévu par l'article D. 541-12-3 du code de l'environnement repris ci-dessus ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SANINORD de respecter les prescriptions de l'article 3 (paragraphe 3.3 et 3.6) de l'arrêté préfectoral susvisé et les dispositions de l'article D. 541-12-3 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société SANINORD dont le siège social est ZA de Leurette à GRAVELINES (59820) qui exploite une installation de tri, transit, regroupement et pré-traitement de déchets dangereux et non dangereux sise rue de Liège sur la commune de PROUVY (59121) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001 :

- en ne recevant sur site, dès la notification du présent arrêté, que des déchets admissibles, tels que listés en annexe I de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2009. Les déchets présents sur site n'appartenant pas à la liste des déchets admissibles précitée devront être évacués dans un délai de deux mois.
- en ne procédant plus à des mélanges (de type dilution ou fluidification) de déchets avec des déchets non autorisés sur le site dès la notification du présent arrêté. Les déchets présents sur site résultants de tels mélanges devront être traités dans des filières adaptées dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 -

La société SANINORD visée à l'article 1^{er} du présent arrêté est également mise en demeure de respecter les dispositions de l'article D. 541-12-3 du code de l'environnement en réalisant un registre comprenant notamment les éléments de justification mentionnés à l'article D. 541-12-2, la liste des déchets concernés par les mélanges prévus au premier alinéa de l'article L. 541-7-2 et leur classification selon la nomenclature prévue à l'annexe II de l'article R. 541-8 et, le cas échéant, la liste des substances et leurs numéros du registre Chemical Abstracts Service (CAS) ainsi que la liste des matières et des produits mélangés aux déchets dangereux.

Ce registre devra être réalisé et transmis à Monsieur le Préfet de la région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord, dans un délai de trois mois.

Article 3 -

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 4 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 5 -

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de PROUVY,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de PROUVY et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 10 SEP 2015

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Clément BARSACQ



